

hausse de loyer sur hausse de loyer. Dans un tel contexte une intervention muclée ne ferait pas très propre dans les médias, et la juteuse politique de mixité sociale engagée par la Mairie s'en verrait quelque peu entachée.

Nous sommes le mercredi 18 septembre. Le propriétaire s'en va mécontent. Des tours de garde s'organisent, les fenêtres sont barricadées en partie. Mais tout s'accélère le samedi 21. A 11h, en pleine journée, et devant les yeux de tous les voisins ébahis, le propriétaire, probablement heurté dans son honneur et sa virilité de s'être vu ainsi opposer résistance par cette vermine déclassée, se rêve chef de gang mafieux dans un St Leu devenu l'East End de Londres des années 20. Accompagné d'un acolyte au physique aussi engageant qu'un membre de la BAC, ils tentent tous deux de se faire passer pour les doux représentants de l'autorité publique suscitée. Les occupant.e.s ayant déjoué cette minable ruse, et refusé d'ouvrir, Monsieur D. ordonne à son acolyte, qui dégage une matraque télescopique, d'enfoncer la porte puis de briser une à une les fenêtres accessibles. Alors qu'un occupant retient la porte sous une pluie de verre cassé, une main émerge d'une vitre brisée et dépose une cartouche de 9mm sur le sol en vociférant un avertissement douteux. « Regarde ! Tu sais c'que c'est ? Dégagez d'ici où on

revient ce soir à plus nombreux et ça sera pas la même ! »

On en est donc là. Qu'est-ce qu'il nous reste à faire ? Se plier aux exigences d'un spéculateur immobilier et par là même accepter toutes les politiques de gentrification mises en œuvre dans NOS villes ?

Ou résister aux pressions, aussi longtemps qu'on le pourra ? Si nous y parvenons, la machine étatique se mettra en branle pour éradiquer cet îlot de résistance. Ce ne sera plus un spéculateur et ses sbires qui viendront enfoncer nos portes mais des unités de plusieurs dizaines de CRS. Et nous serons finalement expulsés. Mais de tels îlots de résistance existent encore, à Amiens et partout ailleurs. Et quand Leboncoin sera expulsé, quelle qu'en soit la manière, même si une page se tourne, ses occupant.e.s en fonderont un autre ailleurs, peut-être dans un autre quartier, peut-être dans la maison voisine, peut-être à côté de chez toi... Mais n'attend pas qu'on arrive à côté de chez toi, rejoins nous !

La situation a « bien » évoluée depuis. Si tu veux connaître la suite de cette rocambolesque aventure on t'invite à lire notre épilogue dans le prochain numéro...



hausse de loyer sur hausse de loyer. Dans un tel contexte une intervention muclée ne ferait pas très propre dans les médias, et la juteuse politique de mixité sociale engagée par la Mairie s'en verrait quelque peu entachée.

Nous sommes le mercredi 18 septembre. Le propriétaire s'en va mécontent. Des tours de garde s'organisent, les fenêtres sont barricadées en partie. Mais tout s'accélère le samedi 21. A 11h, en pleine journée, et devant les yeux de tous les voisins ébahis, le propriétaire, probablement heurté dans son honneur et sa virilité de s'être vu ainsi opposer résistance par cette vermine déclassée, se rêve chef de gang mafieux dans un St Leu devenu l'East End de Londres des années 20. Accompagné d'un acolyte au physique aussi engageant qu'un membre de la BAC, ils tentent tous deux de se faire passer pour les doux représentants de l'autorité publique suscitée. Les occupant.e.s ayant déjoué cette minable ruse, et refusé d'ouvrir, Monsieur D. ordonne à son acolyte, qui dégage une matraque télescopique, d'enfoncer la porte puis de briser une à une les fenêtres accessibles. Alors qu'un occupant retient la porte sous une pluie de verre cassé, une main émerge d'une vitre brisée et dépose une cartouche de 9mm sur le sol en vociférant un avertissement douteux. « Regarde ! Tu sais c'que c'est ? Dégagez d'ici où on

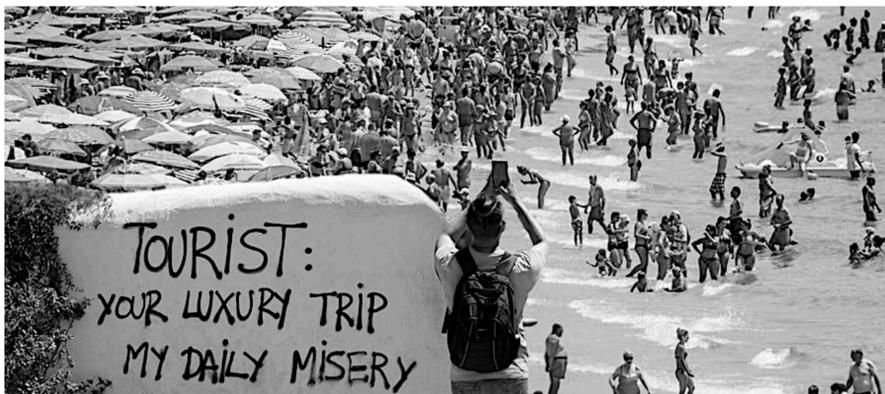
revient ce soir à plus nombreux et ça sera pas la même ! »

On en est donc là. Qu'est-ce qu'il nous reste à faire ? Se plier aux exigences d'un spéculateur immobilier et par là même accepter toutes les politiques de gentrification mises en œuvre dans NOS villes ?

Ou résister aux pressions, aussi longtemps qu'on le pourra ? Si nous y parvenons, la machine étatique se mettra en branle pour éradiquer cet îlot de résistance. Ce ne sera plus un spéculateur et ses sbires qui viendront enfoncer nos portes mais des unités de plusieurs dizaines de CRS. Et nous serons finalement expulsés. Mais de tels îlots de résistance existent encore, à Amiens et partout ailleurs. Et quand Leboncoin sera expulsé, quelle qu'en soit la manière, même si une page se tourne, ses occupant.e.s en fonderont un autre ailleurs, peut-être dans un autre quartier, peut-être dans la maison voisine, peut-être à côté de chez toi... Mais n'attend pas qu'on arrive à côté de chez toi, rejoins nous !

La situation a « bien » évoluée depuis. Si tu veux connaître la suite de cette rocambolesque aventure on t'invite à lire notre épilogue dans le prochain numéro...





Le tourisme de masse Ou : un concept moderne d'invasion

Avec l'aide des multiples plans d'urbanisme, le lobby du tourisme s'est implanté rapidement dans chaque quartier, chaque recoin de toutes les villes. Peu d'espaces n'ont pas été conquis par le phénomène. Même les quartiers les plus populaires, aux habitants et architectures les moins attractives, sont aujourd'hui des objectifs de premier plan.

Le tourisme est incontestablement l'un des principaux moteurs économiques de tout pays. Madrid a ainsi atteint 8,3 millions de touristes en 2018. Pour toute l'Espagne, la même année, on arrive à 82 millions, principalement à Madrid, Barcelone, et dans les villes côtières.

L'incidence économique du tourisme, et l'acceptation de sa participation au développement économique sont évidemment la raison principale de son développement. Il représente en 2018 12% du P.I.B. soit 23 millions d'euros, et devrait atteindre les 30 millions en 2020.

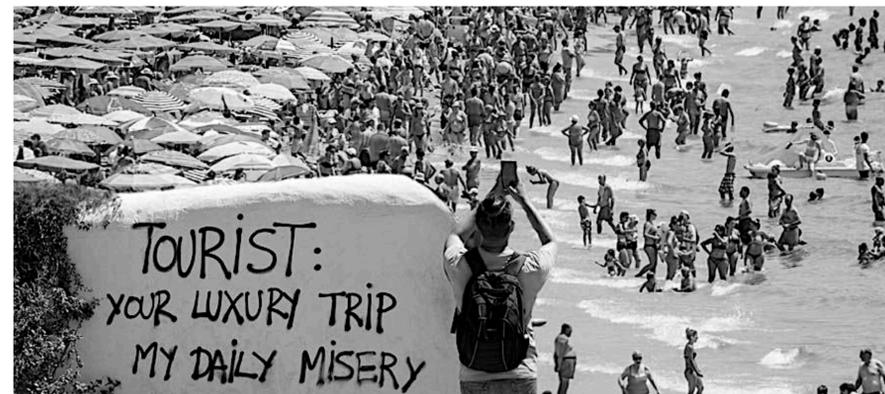
Ce serait, soi-disant, une solution économique pour

tout pays qui adhérerait à ses arguments, et qui serait prêt à investir de formidables quantités d'argent pour se rendre attractif et promouvoir ses moindres recoins. On tombe dans le populisme le plus cynique quand certains vont jusqu'à affirmer que « le tourisme aide à sortir de la crise car il est générateur d'emplois ». Mais quelle est donc la face cachée du tourisme ?

Massification touristique et expulsions : quand s'accélèrent les processus de gentrification

Il est clair que tout territoire peut être potentiellement intéressant pour y

développer du commerce touristique. Des zones proches du centre aux plus éloignées, il suffit d'ajouter ou de modifier les détails nécessaires pour y attirer les masses de touristes. Ces plans d'urbanisme, pensés depuis des années (par exemple, le plan d'Etat *Horizonte*, initié en 2007 et aux objectifs planifiés pour 2020), aspirent à une modification partielle ou totale des territoires. Et même s'il faut pour cela en modifier des aspects profonds, par exemple les lois de conservation et surveillance du littoral [*leyes costeras*, voir encadré]. Ils prétendent ainsi y instaurer la libéralisation massive de petits commerces, l'augmentation exponentielle des logements touristiques, à l'aide de l'entreprise *AirBnB*, l'augmentation du prix des loyers et du nombre



Le tourisme de masse Ou : un concept moderne d'invasion

Avec l'aide des multiples plans d'urbanisme, le lobby du tourisme s'est implanté rapidement dans chaque quartier, chaque recoin de toutes les villes. Peu d'espaces n'ont pas été conquis par le phénomène. Même les quartiers les plus populaires, aux habitants et architectures les moins attractives, sont aujourd'hui des objectifs de premier plan.

Le tourisme est incontestablement l'un des principaux moteurs économiques de tout pays. Madrid a ainsi atteint 8,3 millions de touristes en 2018. Pour toute l'Espagne, la même année, on arrive à 82 millions, principalement à Madrid, Barcelone, et dans les villes côtières.

L'incidence économique du tourisme, et l'acceptation de sa participation au développement économique sont évidemment la raison principale de son développement. Il représente en 2018 12% du P.I.B. soit 23 millions d'euros, et devrait atteindre les 30 millions en 2020.

Ce serait, soi-disant, une solution économique pour

tout pays qui adhérerait à ses arguments, et qui serait prêt à investir de formidables quantités d'argent pour se rendre attractif et promouvoir ses moindres recoins. On tombe dans le populisme le plus cynique quand certains vont jusqu'à affirmer que « le tourisme aide à sortir de la crise car il est générateur d'emplois ». Mais quelle est donc la face cachée du tourisme ?

Massification touristique et expulsions : quand s'accélèrent les processus de gentrification

Il est clair que tout territoire peut être potentiellement intéressant pour y

développer du commerce touristique. Des zones proches du centre aux plus éloignées, il suffit d'ajouter ou de modifier les détails nécessaires pour y attirer les masses de touristes. Ces plans d'urbanisme, pensés depuis des années (par exemple, le plan d'Etat *Horizonte*, initié en 2007 et aux objectifs planifiés pour 2020), aspirent à une modification partielle ou totale des territoires. Et même s'il faut pour cela en modifier des aspects profonds, par exemple les lois de conservation et surveillance du littoral [*leyes costeras*, voir encadré]. Ils prétendent ainsi y instaurer la libéralisation massive de petits commerces, l'augmentation exponentielle des logements touristiques, à l'aide de l'entreprise *AirBnB*, l'augmentation du prix des loyers et du nombre